L'APEC et la coopération économique régionale

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

D'un réseau universitaire à un forum intergouvernemental

La coopération économique régionale en Asie-Pacifique a commencé avec des économistes et des hommes d'affaires. Le Pacific Economic Cooperation Council (PECC, Conseil de coopération économique du Pacifique), réseau de comités membres qui réunit chercheurs et décideurs du secteur public et des entreprises, fut fondé en 1980 à l'initiative des Premiers ministres japonais et australien, Masayoshi Ohira et Malcolm Fraser. Sa première assemblée générale se tint en Australie la même année. Le conseil prépara une grande partie du terrain pour la coopération gouvernementale.[1] Son secrétariat international travaille aujourd'hui depuis une adresse à Kent Ridge, dans l'ouest de Singapour.[2] Le PECC dispose du statut d'observateur au sein du forum officiel issu de ces discussions.[3]

Ce forum était la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Sa première réunion se tint à Canberra en novembre 1989 au niveau ministériel. Douze économies y participèrent. Le nombre de membres est depuis passé à 21 économies des deux rives du Pacifique, dont les États-Unis, la Chine, le Japon, la Russie,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'Australie et les principaux membres de l'ASEAN.[4] L'APEC ne repose sur aucun traité et prend ses décisions par consensus. Ses membres se désignent comme des économies, une formule qui permet à Hong Kong (Chine) et au Taipei chinois de siéger à la même table que des États souverains.

Singapour, l'un des premiers hôtes

Singapour comptait parmi les économies fondatrices de l'APEC et accueillit la deuxième réunion ministérielle en juillet 1990, à une époque où Lee Kuan Yew était encore Premier ministre.[5] La logique économique était évidente. Une ville dont le commerce dépassait plusieurs fois la production avait tout intérêt à un forum qui promouvait l'ouverture des marchés de part et d'autre du Pacifique. La logique politique était tout aussi claire. L'APEC arrimait les États-Unis à l'ordre économique de l'Asie de l'Est à la fin de la guerre froide, ce qui correspondait à la stratégie d'équilibre décrite au chapitre F.IV.

Après que les ministres eurent décidé en 1992 de créer un secrétariat permanent, le secrétariat de l'APEC commença ses travaux à Singapour en 1993.[6] Ce choix donna à Singapour un rôle durable dans un organisme dont les réunions des dirigeants tournent entre les membres. En novembre 2009, la ville accueillit elle-même la réunion des dirigeants, sous le Premier ministre Lee Hsien Loong.[7]

Le secrétariat et son personnel

Le secrétariat de l'APEC est un organisme de petite taille. Sa présentation officielle évoque une petite équipe de directeurs de programme détachés par les économies membres, assistés de personnel qualifié dans des fonctions spécialisées et de soutien. Ses missions relèvent de la coordination et du soutien : préparer les réunions, gérer les projets financés par l'APEC, tenir les archives et administrer le budget annuel, qui a couvert ces dernières années plus de 250 projets. En 2002, il obtint la certification ISO 9001 de management de la qualité, une démarche inhabituelle à l'époque pour un secrétariat intergouvernemental.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La direction du secrétariat changea de nature en 2010. Jusqu'en 2009, l'économie hôte de l'année pourvoyait le poste de directeur exécutif, de sorte que le responsable changeait chaque année avec la présidence. Depuis 2010, le directeur exécutif est nommé pour un mandat fixe de trois ans.[9] La réforme a apporté au secrétariat continuité et professionnalisme. Elle a aussi renforcé la position de Singapour comme lieu où est conservée la mémoire institutionnelle de l'APEC.

La Policy Support Unit

Les ministres de l'APEC créèrent en septembre 2007 une Policy Support Unit (unité d'appui aux politiques), qui commença ses activités en 2008 en tant que branche de recherche et d'analyse du forum.[10] L'unité est hébergée avec le secrétariat à Singapour. Outre des études sur la facilitation des échanges, les services, les réformes structurelles et l'économie numérique, elle suit les progrès des membres au regard de leurs engagements collectifs. Pour une ville qui dépend de l'ouverture de ses voisins, une unité de recherche permanente sur la politique économique régionale est elle-même un voisin utile, car ses analystes, ses données et ses ateliers alimentent les débats des ministères, des universités et des groupes de réflexion singapouriens.

Ce que l'APEC signifie pour la finance

L'APEC est avant tout un forum commercial. Son ambition fondatrice s'est exprimée dans les objectifs de Bogor de 1994, qui visaient le libre-échange et la liberté des investissements dans la région d'ici à 2010 pour les économies industrialisées et d'ici à 2020 pour les économies en développement.[11] Selon les chiffres du forum lui-même, la région comptait environ 2,95 milliards d'habitants et représentait en 2021 environ 62 % du PIB mondial et 48 % du commerce mondial. Les droits de douane moyens entre les membres sont passés de 17 % en 1989 à 5,3 % en 2021, tandis que le PIB réel de la région passait de 19 billions à 52,8 billions de dollars US au cours de la même période.[12]

La finance est entrée à l'APEC par une filière distincte, celle des ministres des Finances, qui se réunissent régulièrement depuis le milieu des années 1990 et se sont penchés sur le développement des marchés de capitaux, le financement des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

infrastructures et l'inclusion financière.[13] Les résultats en matière financière sont modestes au regard de ceux obtenus dans le commerce. L'APEC n'édicte pas de règles contraignantes et ne dispose ni de pouvoirs de surveillance ni de fonds propres. Sa valeur pour la place financière singapourienne est ailleurs : dans l'habitude de contacts réguliers entre fonctionnaires, dans les normes non contraignantes élaborées par ses groupes de travail et dans la présence d'un secrétariat qui fait de la ville un lieu de rencontre naturel pour les administrateurs économiques de la région.

Notes

1. Wikipedia, « Pacific Economic Cooperation Council » (consulté en novembre 2026) : fondé en 1980 à l'initiative des Premiers ministres Masayoshi Ohira et Malcolm Fraser ; première assemblée générale (PECC I) en Australie en 1980 ; réseau de comités membres réunissant penseurs et décideurs du secteur public et des entreprises. ↩
2. Pacific Economic Cooperation Council, site internet (pecc.org, consulté en novembre 2026), pied de page : « 29 Heng Mui Keng Terrace, Block A, 7th Floor, Singapore 119620 ». ↩
3. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026) : l'APEC compte trois observateurs officiels, l'ASEAN, le Forum des îles du Pacifique et le Pacific Economic Cooperation Council. ↩
4. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026) : « This led to the first meeting of APEC in the Australian capital of Canberra in November » ; Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026) : la réunion de Canberra de 1989 a réuni des ministres de douze pays ; « Currently, APEC has 21 members. ». ↩
5. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026), tableau des réunions : deuxième réunion à Singapour, du 29 au 31 juillet 1990, sous le Premier ministre Lee Kuan Yew. ↩
6. Sur la décision des ministres de l'APEC réunis à Bangkok en septembre 1992 de créer un secrétariat et sur son ouverture à Singapour en 1993, voir

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'historique du secrétariat de l'APEC et la Bangkok Declaration on APEC Institutional Arrangements de 1992 (apec.org). ↩

7. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026), tableau des réunions : dix-septième réunion à Singapour, les 14 et 15 novembre 2009, sous le Premier ministre Lee Hsien Loong. ↩
8. APEC Secretariat, « APEC Secretariat » (apec.org, consulté en novembre 2026) : « The APEC Secretariat is based in Singapore » ; il « is staffed by a small team of program directors, seconded from APEC member economies » ; APEC Secretariat, « APEC Secretariat » (apec.org, consulté en novembre 2026) : « APEC's annual budget is also administered by the APEC Secretariat », qui supervise plus de 250 projets financés par l'APEC ; APEC Secretariat, « APEC Secretariat » (apec.org, consulté en novembre 2026) : « In 2002, the APEC Secretariat obtained ISO 9001 Quality Management Certification ». ↩
9. APEC Secretariat, « APEC Secretariat » (apec.org, consulté en novembre 2026) : « Up until 2009, host economy filled the position of executive director » ; « From 2010, the appointment of an executive director is made on a three-year fixed-term basis » ; Eduardo Pedrosa est l'actuel directeur exécutif. ↩
10. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026) : « The Policy Support Unit (PSU) was established by APEC Ministers in September 2007 », avec un début d'activité en 2008. ↩
11. Wikipedia, « Asia-Pacific Economic Cooperation » (consulté en novembre 2026) : « APEC leaders adopted the Bogor Goals, which aimed for free and open trade and investment in the Asia-Pacific », avec pour échéances 2010 pour les économies industrialisées et 2020 pour les économies en développement. ↩
12. APEC, « Achievements and Benefits » (apec.org, consulté en novembre 2026) : environ 2,95 milliards d'habitants, « approximately 62 percent of world GDP » et « 48 percent of world trade in 2021 » ; droits de douane

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

moyens « from 17 percent in 1989 to 5.3 percent in 2021 » ; PIB réel « from USD 19 trillion in 1989 to USD 52.8 trillion in 2021 ». ↩

13. Sur l'APEC Finance Ministers' Process, instauré en 1994, et ses initiatives ultérieures, notamment le plan d'action de Cebu de 2015 et l'Asia-Pacific Financial Forum, voir les pages de l'APEC Finance Ministers' Process (apec.org). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com